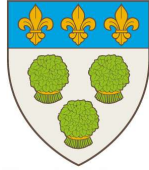


REPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de l'Eure
Arrondissement d'Évreux



Ville de Vernon
EN NORMANDIE

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU VENDREDI 3 AVRIL 2026

Délibération n° 066/2026

Approbation de la révision allégée du PLU relatif à l'EHPAD de demain (Auguste RIDOU)

Date de convocation :
27/03/2026

L'an deux mille vingt-six, le vendredi trois avril à dix-huit heures
,

Conseillers en exercice : 35

Conseillers présents : 33

Conseillers votants : 35

Les membres du Conseil Municipal de Vernon, se sont réunis
lors de la séance publique du Conseil Municipal, Salle du
Conseil de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur
OUZILLEAU, Maire.

Étaient présents :

Monsieur François OUZILLEAU , **Maire**,

Madame Dominique MORIN Monsieur Jérôme
GRENIER Madame Léocadie ZOCL ZINSOU Monsieur
Tristan SAVINO Madame Marie-Christine GINESTIÈRE
Monsieur Dimitri CHIMOT-KANE Madame Patricia
DAUMARIE Monsieur Aurélien CHARRIER Madame
Camille VANDERLYNDEN , **Adjoints**,

Madame Huguette DUBROMEL Madame Nathalie
CHESNAIS Madame Lydie BRIOULT Monsieur Didier
JAUMET Monsieur Yves ETIENNE Monsieur Youssef
SAUKRET Monsieur Philippe JAMES Monsieur Eddy
BOITHEAUVILLE Madame Isabelle GUESDON Madame
Lorine BALIKCI Madame Catherine DELALANDE
Madame Vanessa DUNAND Madame Sandra AZEVEDO
Monsieur Baptiste LECOINTRE Monsieur Gaël
MUSQUET Monsieur Jean-Régis DE VAUPLANE
Monsieur Christopher LENOURY Madame Marjorie
HARDY Madame Anne-Marie DEZITTER Monsieur
Josselin LAUNAY Monsieur Pierre-Yves JOURDAIN
Madame Amandine LIARD Monsieur Charles ETILE ,
Conseillers municipaux.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Monsieur Sébastien LECORNU à Monsieur François
OUZILLEAU
Madame Bérénice LIPIEC à Monsieur Charles ETILE

Absents :

Secrétaire de séance : Sandra AZEVEDO

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.151-1 et suivants, R.153-1 et suivants et L.103-2 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Vernon approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 octobre 2016 et ayant fait l'objet d'une révision allégée et modification par délibération du Conseil municipal du 29 mai 2020 puis mis en compatibilité par délibération du Conseil municipal du 31 octobre 2023 et du 11 septembre 2024 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 juin 2024 prescrivant la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 27 juin 2025 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme après concertation du public menée du 21 août 2024 au 19 mai 2025 ;

Vu l'arrêté municipal n°0013/2026 en date du 08 janvier 2026 mettant le projet de révision allégée du PLU à l'enquête publique, après recueil des avis des services de l'Etat et des Personnes Publiques Associées (PPA) ;

Vu l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture du 4 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) de l'Eure en date du 10 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de l'Eure en date du 30 août 2025 comprenant les remarques suivantes :

- Le point nord-est du STECAL doit être décalé de 1 mètre vers l'Est pour prendre en compte l'implantation en décalage du bâtiment existant ;
- L'arbre en cépée situé à l'angle sud-est du STECAL pourra faire l'objet d'une coupe afin de positionner le bâtiment. En compensation, un ou deux arbres devront être plantés plus au sud en remontant le long de la RD ;
- L'allée centrale menant au cœur du bâtiment nouveau doit être améliorée (en regarnissant le début de l'allée).

Vu l'absence d'avis dans le délai de 3 mois de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 24 novembre 2025 ;

Vu l'avis favorable unanime des Personnes Publiques Associées (PPA) lors de la réunion d'examen conjoint du 10 décembre 2025 ;

Vu l'enquête publique menée du 28 janvier 2026 au 02 mars 2026, qui n'a soulevé aucune observation ;

Vu le rapport et les conclusions (avis favorable sans réserve) du commissaire enquêteur ci-annexés ;

Vu le projet de révision allégée du PLU ci-annexé ;

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 153-21 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'exposé du rapporteur ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver le projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente.

Article 2 : De dire que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie d'un mois, d'une mention dans un journal et sera publiée sur le portail national de l'urbanisme « Géoportail de l'Urbanisme ».

Article 3 : De dire que, conformément à l'article L. 153-22 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en Mairie aux heures habituelles d'ouverture.

Article 4 : De dire que la présente délibération sera exécutoire après sa publication sur le portail national de l'urbanisme et sa transmission en Préfecture.

Article 5 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 6 : La présente délibération sera publiée sur le site internet vernon27.fr et ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet et Monsieur le Trésorier.

Article 7 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Délibéré :

Adoptée à l'unanimité

Avis des commissions :

Hors commission

Dossier non présenté en
commission

Fait en séance les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,



Benjamin DESGARDIN
Directeur Général des Services par intérim

Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux). La juridiction peut être saisie par le biais du portail « Télérecours citoyen », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr